

MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGERES

Direction des Archives et de la Documentation

COLLECTION DES ARCHIVES ORALES

AO10

ROGER SEYDOUX

(28 mars 1908 - 3 juillet 1985)

Ambassadeur de France

Entretien n° 4 du 27 juin 1984

Par

Maurice Vaïsse et Cécile Pozzo Di Borgo

M. Vaisse : M. l'ambassadeur, vous êtes en poste à Moscou entre 1968 et 1972, quatre années extrêmement importantes tant du point de vue de la politique intérieure française que de la politique internationale et même des relations franco-soviétiques, la question d'introduction que je voudrais vous poser est celle-ci : est-ce que vous avez vu une différence très nette entre la politique menée par le général de Gaulle et la politique menée par son successeur Georges Pompidou ?

Le général de Gaulle est tout de même à la fois l'auteur de la détente, je crois d'ailleurs que c'est lui qui a inventé le mot, enfin utilisé le mot, et quand je suis arrivé à Moscou fin 1968, nommé par le général de Gaulle, je suis reçu ainsi que mon épouse par le Général, quinze jours avant mon départ, c'est-à-dire fin novembre, début décembre, et il me dit : "Vous viendrez me faire votre rapport dans deux mois" c'était un peu comme un militaire, cela lui arrivait de temps en temps "Vous viendrez me faire votre rapport et pour le moment contentez-vous de suivre le culturel, de voir comment va l'économie mais bien entendu il n'y a rien à faire sur le plan politique". Ce sont d'ailleurs les derniers mots puisque quand j'ai demandé à venir à Paris au bout de deux mois, c'est-à-dire fin janvier, début février 196...

C. Pozzo Di Borgo : 9

9, c'est ça, on me fait dire que le moment n'était pas venu et le Général se retire dans les conditions que vous savez, à la suite du fameux référendum. Je vais donc voir M. Pompidou qui me dit : "Je suivrai avec les Russes la politique du général de Gaulle, je souhaite que la France continue à avoir de bons rapports avec l'Amérique et avec la Russie, il va de soi que s'il y avait des circonstances graves, éventuellement des guerres, nous serions naturellement du côté des Américains". C'est comme cela que M. Pompidou a ouvert l'entretien et il m'a dit ensuite : "Je vais à Washington" c'était peu de temps avant son élection comme Président de la République, "Je vais à Washington, je ne suis pas encore invité à Moscou" à quoi je lui réponds : "Les diplomates ne servent pas à grand-chose, M. le Président, mais c'est une chose qui peut s'arranger..." et de fait, quand je suis rentré à Moscou les Russes ont accueilli avec d'autant plus d'enthousiasme ma proposition d'invitation qu'ils se demandaient si, avec M. Pompidou, la politique dite de détente tracée par le général de Gaulle serait poursuivie. Tout un mécanisme assez compliqué se met en place et je note que pour moi cela a été une partie très intéressante de ma carrière parce que M. Gromyko, déjà et toujours Ministre des Affaires Etrangères, tenait beaucoup à ce que les réunions préparatoires pour la venue de M. Pompidou en octobre 1970 se passent à Moscou. Au fond, le travail s'est pratiquement fait à Moscou et ceux-ci vaut également, pour ce dont je parlerai tout à l'heure, c'est-à-dire la visite de M. Brejnev à Paris en 1971. Pour préparer cette visite de M. Pompidou à Moscou, M. Pompidou a organisé une petite réunion interministérielle à laquelle j'avais été convié et prié de faire un exposé sur la Russie devant des gens très occupés. Je me suis contenté de leur dire : "Ecoutez, mon exposé ne sera pas très long, ce que les Russes veulent pour assurer le succès de cette réunion c'est ce qu'ils appellent un nouveau pas et c'est surtout ce qu'on appelle en russe « un document ». L'expression de document a amusé M. Pompidou qui la reprise deux ou trois fois

et qui m'a laissé un peu la bride sur le cou pour préparer un texte. Préparer un texte voulait dire : sur le plan économique il n'y avait rien de plus à faire sinon d'augmenter les échanges ; sur le plan culturel, les choses allaient bien; sur le plan politique, il n'y avait rien du tout et je sentais d'ailleurs qu'au Quai d'Orsay, dans notre maison, il y avait une certaine hésitation sur ce qu'on pouvait faire.

Étant d'un naturel plutôt prudent je me suis dit qu'il valait mieux photographier ce qui existait, c'est-à-dire prendre en compte les visites que se faisaient déjà les ministres des Affaires étrangères, les Secrétaires généraux ou leurs correspondants et mettre cela sur un papier, qu'on n'appellerait pas accord mais simplement protocole, le « plantocole » comme disent les Russes. Ce papier a donc été soumis à Paris. J'ai senti dès le début qu'il y aurait du tirage et que l'on était, aussi bien au sein du Cabinet de M. Pompidou qu'à ce que nous appelions et appelle toujours pour ce troisième étage, la Direction politique, assez divisé sur ce choix.

Finalement quand M. Pompidou est venu, ce protocole n'était pas encore approuvé par Paris et M. Pompidou n'a donné son accord qu'à la fin de son séjour. Je sais qu'il attachait et son directeur de Cabinet, M. Jobert également, une telle importance à la rédaction de ce texte que nous avons fini avec M. Hervé Alphand, le Secrétaire général, et nos interlocuteurs russes, deux vice-ministres, par le rédiger dans les coulisses du théâtre de Tachkent alors qu'on donnait un opéra ou un ballet qui s'appelle « Amulette d'amour ». Et c'est là, réunis, alors qu'on entendait les danseuses et la musique, on entendait surtout la musique et juste le bruit des pas, que nous avons mis un point final à ce protocole qui a été approuvé et a été, il faut bien dire, le document central de ce premier voyage de M. Pompidou. Je peux dire que si ce papier n'avait pas existé, la réunion aurait été un échec et quand M. le Président de la République m'avait consulté, je lui avais dit : "C'est un choix, si vous voulez une visite tout à fait de routine et qui ne laisse pas de trace, on ne lui donne pas suite. Si vous voulez qu'il laisse une trace et qu'il marque un pas nouveau dans les relations franco-soviétiques, je conseille de le signer" et après mûre réflexion ce document a été signé et par la suite on m'a dit, mais pas de façon précise, que M. Giscard d'Estaing aurait fait plus ou moins ajouter ou fait un commentaire sur ce protocole de consultation, en disant que cela signifiait également que les chefs d'état devraient se rencontrer au sommet une fois par an, une visite par an.

Naturellement il y a eu comme d'habitude un communiqué sur lequel les directeurs politiques ont l'habitude de travailler et je note que dans un article récent de M. Fontaine, non, plutôt dans le livre sur M. Pompidou fait par M. Roussel, on sent bien que l'inspiration concernant le voyage à Moscou vient de M. Jobert et celui-ci gomme ce protocole, il n'en parle même pas. Il ne parle que du communiqué, or à ma connaissance et si mes souvenirs sont fidèles, il n'avait rien laissé de particulièrement intéressant, alors que toute la négociation s'était concentrée sur la question de savoir si on approuvait ou pas ce protocole.

Voilà exactement où en sont les choses et je remarque que l'Agence TASS¹ elle-même, cela vient certainement de la Direction Politique russe, a dit à l'occasion du voyage de M. Mitterrand qu'il n'y avait après tout qu'à revenir au protocole de 1970. Or je sais que pour le moment au Quai d'Orsay on ne veut pas en entendre parler. Voilà, ce que je peux dire sur ce point précis.

M. Vaisse : Deux questions immédiatement me viennent à l'esprit. La première est : est-ce qu'il y avait une différence entre la politique de M. Jobert et la politique de M. Pompidou ; et la seconde question : pourquoi à votre avis M. Jobert a-t-il maintenant effacé de son esprit, en tout cas de son ouvrage ou des souvenirs qu'il en a donné l'idée de ce protocole, du principe de ce protocole ?

Je me fais une suggestion, cher M.... et à titre strictement personnel bien entendu, qui n'engage que moi. Je crois que dans le climat actuel des relations franco-soviétiques, qui n'est pas meilleur depuis le voyage du Président de la République, il est très important pour un homme d'état ou pour ceux qui lui sont restés fidèles sous M. Jobert de ne pas donner l'impression que vis-à-vis de la Russie, on a été plus loin que le général de Gaulle, ou même qu'on aurait été trop loin. C'est tout de même un fait que le général de Gaulle n'a jamais signé ou approuvé que des accords de coopération technique, des accords culturels ou des accords économiques. Il n'a pas donné son approbation à un protocole politique car le fait de prévoir que les ministres, les Secrétaires généraux se réuniront chaque année au rythme d'une ou deux visites, je n'en ai pas gardé de souvenir, et du fait de la rigueur des visites, c'est faire entrer la politique dans le champ des relations franco-soviétiques puisqu'il s'agissait bien des ministres des Affaires Etrangères et des Secrétaires généraux du Ministère des Affaires Etrangères. M. Jobert conscient que cette avancée politique dans les relations entre Moscou et Paris était peut-être un peu trop forte ou prématurée, ou que les choses ont changé surtout entre les deux pays, a voulu en quelque sorte gommer cette partie. Mais c'est bien cette partie-là qui est importante et je peux vous le dire puisque j'en ai été le témoin et un peu l'acteur.

M. Vaisse : M. L'ambassadeur, permettez-moi de vous poser une question embarrassante mais ne répondez pas si jamais ça l'est trop. Vous avez insisté sur le fait que le protocole était le document essentiel, bien, est-ce que cette idée du protocole provient de vous ou est-ce que cette idée est née dans le cabinet de M. Pompidou ?

Non, elle n'est pas née dans le cabinet de M. Pompidou, et M. Pompidou ne m'en a jamais parlé sinon pour me dire mais alors d'une façon plus générale qu'il n'était pas question de signer ce fameux traité d'amitié que les Russes n'ont cessé de nous réclamer et qu'ils ont peut-être encore demandé à M. Mitterrand. A moi, ils me l'ont demandé. Lors de la visite de M. Brejnev à Paris, M. Gromyko l'a redemandé, il faudrait avoir les télégrammes devant moi, et

¹ Tass (en russe : ТАСС), acronyme de Telegrafnoye aguentstvo Sovietskovo Soïouza (Agence télégraphique de l'Union soviétique), de 1992 à 2014, est une des principales agences de presse de Russie.

je lui ai dit tout de suite que s'il voulait poser cette question, ce serait sans espoir. Tout ce que je pouvais envisager était de faire un nouveau pas en direction de la politique mais en se contentant de reproduire ce qui se faisait. Je n'ai rien fait d'autre que de mettre sur le papier ce que nos ministres, nos Secrétaires généraux, le Secrétaire général faisaient, je n'ai rien inventé d'autre. C'était à faire œuvre de grande imagination mais je reconnaissais que de le mettre sur le papier, était une avancée politique. Cela a été critiqué par certains membres de la direction Politique qui ont fait observer qu'en signant un tel papier nous donnions presque des droits plus importants aux Soviétiques que ceux que nous accordions à nos alliés de l'OTAN. Je me souviens de cette réflexion que je vous livre telle que je l'ai entendue.

M. Vaïsse : Je considère en effet que c'est une avancée, comme vous dites, tout à fait importante d'autant plus que nous sommes à quelques mois de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les Soviétiques ?

Je vais vous dire quelque chose qui va peut-être vous permettre d'apprécier en toute connaissance de cause la situation à l'époque. Quand je suis arrivé à Moscou le 15 décembre, quatre mois après la Tchécoslovaquie, l'atmosphère était très lourde et tendue, les Russes ont tout de suite fait tous les efforts possibles pour m'être agréables. Normalement à Moscou, un ambassadeur met trois à quatre semaines pour remettre ses lettres de créances, je l'ai fait en quatre ou cinq jours, ce qui était tout à fait extraordinaire. Mais la situation ne se serait pas débloquée du côté français s'il n'y avait pas eu les premières discussions entre les Allemands et les Russes pour préparer le fameux accord entre Brandt et les Soviétiques.

M. Pompidou ne voulait pas se laisser gagner de vitesse, il redoutait beaucoup ce rapprochement entre l'Allemagne et la Russie que l'on craint de nouveau aujourd'hui et ne parlons pas du mouvement pacifiste, etc. Cependant s'il n'y avait pas eu cette détente germano-soviétique qui était quelque chose de considérable et qui m'avait vivement frappé d'ailleurs à l'époque et les télégrammes ne manquent pas pour en faire état, je ne pense pas que nous aurions, nous, fait cette avancée politique. Je crois que l'un est lié à l'autre. Il y avait le désir que la France garde à l'écart de la Russie la tête dans les relations de l'Europe avec l'Union Soviétique.

M. Vaïsse : Vous avez été témoin du réchauffement, comme l'on dit, des relations ?

Le réchauffement a été étonnamment rapide puisque j'ai été le témoin très intéressé des premiers entretiens que L'ambassadeur d'Allemagne à Moscou a eu, toujours si ma mémoire est correcte, avec M. Gromyko pour préparer la visite de M. Gombach et ensuite celle de M. Brandt. Quand la visite de M. Brandt a eu lieu, le lendemain de son départ j'ai été convoqué par M. Brejnev, ce qui était exceptionnel, M. Brejnev ne convoquait pas, ne voyait pas les ambassadeurs occidentaux et il m'a dit : "Nous tenons à ce que vous soyez les premiers informés de ce que nous avons fait avec les Allemands parce qu'entre Bonn et Paris, c'est Paris qui aura la meilleure place dans notre politique".

M. Vaisse : A ce propos je voulais vous poser une question concernant les dirigeants de la politique soviétique parce qu'il me semble qu'il y a dû y avoir une évolution entre novembre 1968, date à laquelle vous arrivez et 1972, date à laquelle vous partez.

Je pars en janvier 1973 après la troisième rencontre entre M. Pompidou et M. Brejnev à Minsk, qui est un sommet qui ne donne pas grand-chose.

M. Vaisse : Est-ce qu'au début de la période c'est bien une espèce de duumvirat Kossyguine-Brejnev ? Et est-ce que vous avez vu au cours de la période pendant laquelle vous étiez Ambassadeur la montée (question interrompue)

Oui, ce que vous dites est tout à fait exact. J'ai été le témoin de l'ascension de M. Brejnev dont le couronnement, cela on ne le sait pas peut-être pas, est dû à la France et pas du tout à L'ambassadeur de France à Moscou. Le Gouvernement m'a fait savoir et m'a prié de dire aux Russes que si M. Brejnev venait à Paris, il serait reçu avec rang et priviléges d'un chef d'État alors que le chef d'État à ce moment-là était M. Podgorny. Au fond, M. Pompidou redoutait beaucoup que le protocole jouant, ce soit M. Podgorny et non M. Brejnev. En quelque sorte, cette déclaration que j'ai communiquée aux Russes, qui en ont été très content, a situé le rang de M. Brejnev. Nous l'avons aidé à devenir le *primus inter pares* et quand il est arrivé à Paris, j'avais été très frappé de voir les égards qu'on lui rendait. On l'avait logé à Trianon et quand sa voiture s'est approchée de l'Élysée, elle a été encadrée par des gardes républicains à cheval qui nous ont fait une entrée très solennelle à l'Élysée, ce qui était assez piquant pour un homme qui considérait qu'il n'y avait pas de priviléges pour tel ou tel membre du Gouvernement soviétique mais enfin, cela dit, il a été très content et enchanté de l'accueil qu'on lui a réservé.

M. Vaisse : Avant de reparler de cette visite de M. Brejnev à Paris, est-ce que vous pouvez nous dire quels sont vos interlocuteurs soviétiques les plus courants pendant votre ambassade. C'est M. Gromyko avez-vous dit mais est-ce que vous avez eu contact² ?

Mes interlocuteurs courants étaient M. Kozyrev, M. Kovaliof, un homme très important car je crois qu'il avait un rang élevé dans le parti et l'actuel ambassadeur de l'Union Soviétique en Espagne, qui est un homme très brillant dont je ne retrouve pas le nom, il parlait un remarquable français. Je voyais régulièrement M. Gromyko, j'étais le seul ambassadeur occidental à le voir une fois par mois lorsqu'il y avait une question importante et je voyais bien entendu, lors des sommets, M. Kossyguine et M. Brejnev. J'ai été convoqué trois fois par M. Brejnev. Une fois après la rencontre avec M. Brandt pour me dire ce que je viens de vous raconter ; une fois à datcha pour recevoir, dans des conditions assez extraordinaires, trois jours avant la visite de M. Nixon alors qu'on ne savait même pas si M. Nixon viendrait ou non à Moscou puisque les bombardements avaient repris au Vietnam et que le Politburo, le Comité Central s'interrogeait sur cette question, M. Brejnev m'a donné là des indications très

² Phrase inachevée

intéressantes ; puis, je l'ai vu une autre fois, il m'a demandé de venir longuement parler avec lui dans son avion. Il avait eu la courtoisie de m'emmener dans l'Air Force One des Soviétiques, qui d'ailleurs est très beau et immense, et ensuite m'a ramené de Minsk. Alors pendant vingt ou trente minutes nous avons parlé. J'avais avec lui des rapports détendus et confiants quoi que je me suis rendu compte que pour lui un ambassadeur était d'abord un exécutant, qui n'avait pas d'opinions personnelles à donner sur les événements ou sur les discussions qui s'étaient déroulées entre chefs d'états. Il y a un sens de la hiérarchie qui est beaucoup plus vif en Union Soviétique qu'en France, par exemple. Un soir nous avions été invités à dîner par nos interlocuteurs soviétiques avec M. Hervé Alphand qui est un ami. Nous avions un langage très détendu, très amical et très confiant, même en y ajoutant de temps en temps quelques blagues, ce qui avait beaucoup surpris les Soviétiques qui m'ont dit le lendemain : "Vous savez notre Collège s'est réuni, il était très intéressé par la courtoisie des diplomates français et il se demande s'il ne doit pas changer quelque chose à sa manière de travailler". Voilà ce qui s'est passé d'important. Un petit détail amusant, on avait emmené M. Pompidou à Baïkonour. Ce n'était pas prévu dans le protocole. On l'avait emmené sans M. Maurice Schumann, et par contre on avait oublié de m'emmener, on avait emmené M. Zorine qui était du parti. J'avais été furieux et j'avais été me plaindre d'abord à mon Ministre, ensuite j'avais fait des remontrances aux Russes qui d'ailleurs s'étaient excusés. M. Pompidou m'avait dit : "Maurice Schumann vous dira tout sur Baïkonour" et quand j'ai interrogé M. Schumann, il m'a dit : "Je ne peux rien vous dire, c'est un secret d'État". J'ai été, un peu boudeur, dans la partie qui était réservée à la suite et tout à fait par hasard je me suis assis à côté du, comment appelle-t-on, pas les gardes, de l'homme qui protégeait M....

M. Vaïsse : Le gorille ?

Le gorille de M. Pompidou et alors il m'a tout raconté. Ce qui fait que je suis venu dire ensuite à M. Schumann : "Voilà comment cela s'est passé...".

M. Vaïsse : Mais qu'est-ce qui s'est donc passé d'extraordinaire ?

Vous savez les Russes ne font rien pour rien. Ils ont fait assister M. Pompidou au départ d'une de leurs grosses fusées missile pendant vingt minutes, une demi-heure et au bout d'une demi-heure M. Brejnev s'est tourné vers M. Pompidou et lui a dit : "On peut continuer mais vous savez, si vous êtes d'accord on va la faire retomber dans l'océan glacial arctique parce que ce n'est pas la peine qu'elle aille plus loin, cela ne changera rien" et l'ordre a été donné. Je sais que M. Pompidou a été frappé par cette affaire mais le but était de faire savoir aux Américains que les Russes possédaient maintenant des missiles qui portaient à plusieurs milliers de kilomètres.

M. Vaïsse : Alors il y a une petite question qu'il m'intéresserait de vous poser à propos de la réconciliation germano-russe. Est-ce que vous avez eu des contacts avec les ambassadeurs américains et anglais, est-ce qu'il y a eu une concertation à ce moment-là pour essayer de comprendre ce qui se passait entre les Russes et les Allemands de l'Ouest ?

Non, de ne peux pas dire que j'ai cherché à savoir ce qui se passait du côté des alliés. D'abord les Américains avaient un ambassadeur, un homme très bien mais qui ne disait rien, à la limite il parlait moins qu'un Russe. Et ce qui m'a frappé pendant le séjour, c'est de voir à quel point il y avait deux types de relations qui étaient tabous chez les Russes ; les relations avec l'Amérique et les relations avec la Chine. Avec la Chine cela peut s'expliquer, avec l'Amérique je pense que cela relevait de l'idée que, ce qui se passait entre les supers puissances n'avait pas à être connu par les puissances de notre rang qui n'étaient, pour les Russes, que de moyennes puissances, alliées de l'OTAN, un point c'est tout. D'autre part je n'avais pas à chercher trop de renseignements parce que mon interlocuteur allemand, qui était L'ambassadeur de la RFA à Moscou, était un homme très confiant avec moi et qui avait pour ordre de me tenir au courant très régulièrement parce qu'on savait très bien, à Bonn, que ces conversations soviétoco-allemandes ne plaisaient pas tellement à Paris.

M. Vaisse : Et cependant c'est bien le Général de Gaulle qui avait lancé cette politique à l'Est ?

Le général de Gaulle a même dit aux Allemands, si vous vous référez aux procès-verbaux de sa visite à Moscou qui remonte en 1966 : "Et bien vous feriez une bonne chose en vous entendant avec les Allemands" et les Allemands (sic) ont été tellement stupéfait qu'ils lui ont dit : "Écoutez, mon Général, vous allez faire un voyage à Stalingrad". Le Général a fait un voyage après être passé à Moscou "A votre retour nous vous répondrons parce que nous sommes tout de même très surpris par l'affirmation que vous venez de faire". C'est tout de même le Général qui a donné un coup de pouce parce qu'il n'y avait pas encore eu la Tchécoslovaquie et qu'il pensait à cette époque que s'il y avait un rapprochement qu'il souhaitait entre l'Allemagne et les Soviétiques, il le contrôlerait et cette négociation, dans une certaine mesure, serait triparti. Je parle à l'époque où le Général de Gaulle était là et où il a fait cette visite à Moscou. Plus tard, après la Tchécoslovaquie, tout avait changé, il n'était plus question pour la France d'avoir une espèce de direction, si vous voulez, de la politique étrangère des puissances européennes.

M. Vaisse : Si je comprends bien, il y a eu une espèce de hiérarchie dans les relations extérieures de l'Union Soviétique, relations privilégiées, entre guillemets, avec les Etats-Unis d'une part, la Chine d'autre part et puis relations avec un certain nombre de puissances européennes ?

Avec la Chine, non je ne crois pas, ça ne se présente pas tout à fait comme cela.

D'abord avec l'Amérique on ne parlait pas des relations soviéto-américaines à Moscou. Il y avait peu de relations avec l'Ambassade à Moscou, toutes les relations passaient par leur ambassadeur à Washington, qui d'ailleurs est toujours là. C'est un homme qui a un véritable monopole des relations soviéto-américaines et tant que M. Dobrynine sera là les choses ne seront jamais très graves parce que c'est un remarquable diplomate, qui a une connaissance approfondie des Etats-Unis et qui fait toujours le point pour les Russes juste à l'endroit où il

faut le faire. Alors non, les relations privilégiées c'était l'Ambassade de France avec la Chine, je peux le dire. Il n'y avait peu de relations à l'époque et la France était considérée comme un interlocuteur privilégié. L'ambassadeur de France voyait M. Gromyko chaque mois, ainsi que M. Brejnev ce qui est tout à fait exceptionnel pour un pays occidental. Cela a duré jusqu'à mon départ. Par la suite il y a eu un ralentissement et je pense que c'est sur l'instruction venue de l'Élysée et notamment de M. Jobert. Mais c'est une supposition.

M. Vaïsse : Nous en étions sur la visite de M. Pompidou à Moscou mais il y a la visite³

De la visite de M. Brejnev à Paris ? Comme je l'ai dit, M. Gromyko a relancé cette histoire de traité, que j'ai écarté. Je vérifierai dans les télégrammes mais à mon avis sans même où en m'en rendant compte à Paris de façon très brève puisque je savais que ce n'était pas ce qui était souhaité, on s'est mis d'accord sur un nouveau pas, si j'ose dire, qui était un accord sur les principes. On a transformé la demande de Paris en un énoncé sur les principes de la coopération franco-soviétique. Ce type d'accord a servi ensuite de modèle aux Russes pour faire un accord analogue peut-être avec la RFA, je ne suis pas très sûr, mais en tout cas, il me semble bien, avec les Américains.

M. Brejnev est reçu à Paris en grande pompe, comme je vous l'ai dit, et on se met d'accord mais sur un texte qui a été entièrement rédigé à Moscou au cours de séances répétées que j'ai eu avec M. Gromyko, séances qui se déroulaient la nuit, c'est le système soviétique. Une négociation très dure, très difficile, et qui a abouti à la dernière minute puisque mon souvenir est que lorsque j'ai dit aux Russes : "Mais je vais rater mon avion puisqu'il faut tout de même que je sois à Paris pour accueillir aux côtés de mon Président de la République et les Ministres, le Chef de l'Etat soviétique, le Président Brejnev", ils m'ont répondu : "Il y a une voiture de la milice et la police va vous précéder et de toute façon votre avion ne partira pas avant que vous ne soyez à l'aéroport". C'est vous dire que cela a duré très longtemps mais c'est le système russe, on ne visite seulement que lorsqu'on est d'accord sur tous les points. Il y a eu cependant une exception pour ce protocole dont on n'est pas tombé d'accord avant l'arrivée de M. Pompidou à Moscou.

La visite de M. Brejnev, au fond, s'est déroulée sans histoire, mais j'ai constaté que les deux hommes d'État, M. Brejnev et M. Pompidou, s'entendaient bien, M. Pompidou l'a spontanément noté lui-même. Une fois il m'a dit : "Au fond, avec M. Brejnev, j'ai un bon contact. J'arrive à m'entendre avec lui". Sans naturellement, pour cela, modifier son attitude de méfiance qui était, je crois, chez lui, générale. C'était un homme qui se méfiait beaucoup des gens et quand c'était des étrangers et des Russes, il s'en méfiait encore plus. Mais enfin, cela dit, il avait en effet un bon contact avec M. Brejnev. Alors M. Brejnev a été à Marseille, où M. Deferre était déjà Maire de Marseille, puis il est reparti pour Moscou. Nous avons eu un troisième sommet à Minsk, en janvier, c'était quelques jours avant mon départ, j'avais dit à M.

³ Phrase inachevée

Pompidou que je voulais quitter mon poste un peu avant la fin de mon temps et M. Pompidou m'avait répondu très gentiment : "Restez au moins pour ce sommet puisque je dois aller à Minsk" je crois que c'était le 14 ou 15 janvier. Je notais que M. Pompidou était déjà un peu fatigué, au point de vue santé. Ensuite, vous vous souvenez, il a été à Pitsounda, c'est deux ans après ou un an après ?

C. Pozzo Di Borgo : 1974

1974, oui, et il meurt quelques semaines après Pitsounda. Pour moi, ce qu'il y a d'intéressant à évoquer, un peu plus en profondeur c'est mon entretien avec M. Brejnev à datcha. C'est le grand mystère russe, on vous prie de ne pas prendre d'engagement tel jour à telle heure, on viendra vous chercher. "Qui ira ?" "On ne sait pas encore", etc. On vous emmène dans une voiture du Comité Central, pas dans une voiture du parti, pas dans une voiture des Affaires Etrangères, de Minsk à la datcha de M. Brejnev qui était à peu près à 70 km de Moscou, pas loin de la Volga, dans un cadre superbe, qui avait été, je crois, le château ou la propriété d'un des familiers du Tzar, je n'ai pas su exactement qui c'était. Le château avait été démolie ou détruit, je ne sais plus, et remplacé par deux affreux HLM à un ou deux étages. L'un étant pour M. Brejnev qui m'avait fait visiter d'ailleurs les chambres en me prenant par le bras, il m'a accueilli presqu'en bas de la voiture comme un ami, il me dit : "Voilà la chambre de M. Kossyguine, voilà la chambre de M. Podgorny", etc. C'était un décor un peu lugubre, comme les hôtels russes de classe soi-disant internationale mais qui en fait sont des hôtels médiocres et ensuite il m'avait entraîné dans une énorme pièce qui était, comment appelle-t-on cela ? Un jardin, vous savez avec des plantes vertes, plutôt une véranda

C. Pozzo Di Borgo : Un jardin d'hiver

Un jardin d'hiver, merci Madame, les jardins d'hiver étaient encore très à la mode en Russie. Il faut vous dire que l'Union Soviétique avait été imprégnée du style austro-hongrois. C'est comme si elle baignait encore dans ce style de l'époque 1880. Tout est jaune, tout est Europe centrale et là il s'est assis à une très longue table, qui était, je pense, la table où se mettait le Politburo qui était au centre, naturellement il avait à sa droite son interprète, moi j'avais à droite mon ministre conseiller et puis nous avons commencé à..., plutôt j'ai commencé à l'écouter et il m'a dit des choses passionnantes parce qu'il m'a dit tout ce qui allait se dérouler pendant la visite de M. Nixon et de M. Kissinger. Il m'a même donné le détail. J'ai été frappé par le nombre des accords qui devaient être à la fois discutés et signés, par l'ampleur.

Un de mes premiers télégrammes au Quai d'Orsay a été de dire : "Désormais on ne parlera plus simplement des deux supers puissances, on va parler du bloc qu'ils vont former" parce que l'idée de M. Kissinger était de créer un tissu de liens tellement serrés, c'est son expression, entre Moscou et Washington qu'aucun des interlocuteurs n'aient envie de les dénouer. Mais les choses ne se sont pas passées comme cela, il y a eu encore une ou deux bonnes années de détente, si j'ose dire, entre Washington, puis il est arrivé ce que vous savez, le renversement de l'opinion. Je crois que c'est plutôt l'opinion américaine qui a changé, qui a évolué, le

Congrès, etc., mais cette politique n'a pas duré. Elle m'avait été exposée en détail par M. Brejnev et je note que c'est la première fois que j'ai appris par un Russe ce qui se passait entre les Russes et les Américains. La visite de M. Nixon terminée, le Secrétaire d'État de l'époque, M. Rogers a convoqué les ambassadeurs de l'OTAN pour leur faire un discours dans lequel il n'y avait absolument rien. Il y avait si peu que je l'ai un petit peu taquiné en lui posant des questions qu'il a très vite jugé indiscrettes et l'entretien c'est arrêté là. Est-ce que c'était dû à cette réception subite et tardive de l'ambassadeur de France par M. Brejnev deux jours avant la visite, visite qui d'après M. Brejnev a été difficile à maintenir en raison du bombardement et du blocus d'Hanoï, mais c'était pour bien montrer aux Américains qu'ils avaient également un ami en Occident et un ami fidèle auquel ils racontaient ce qu'ils faisaient. Cette petite manœuvre tactique n'a pas rendu les Américains très heureux, mais ils s'y sont faits. Cela a laissé probablement une petite aigreur, au point que M. Kissinger avait dépêché un de ses adjoints dont le nom ne me revient pas maintenant pour me demander un peu ce qui s'était passé entre Brejnev et moi.

Alors cette entrevue a donc lieu, M. Nixon vient en mai 1972. Et c'est M. Brejnev qui m'a dit : "vous savez, la discussion a été très dure avec les camarades". J'ai compris que c'était au Comité Central ou au Politburo, "Certains hésitaient mais enfin nous avons pris la bonne solution".

M. Vaïsse : À quoi attribuez-vous cet égard particulier pour la France ? Est-ce que c'est un héritage de la politique gaulliste ?

Ah ! C'est directement un héritage de la politique gaulliste et c'est aussi l'idée que l'allié de l'Union Soviétique, l'interlocuteur naturel et privilégié de l'Union Soviétique en Europe c'est la France. Pour toutes sortes de raisons : historiques, culturelles et aussi par le fait qu'il reste encore à l'égard de l'Allemagne, même si on fait toutes les manœuvres que vous savez à son endroit, une méfiance. Les souvenirs encore très vivants, du moins de mon temps, de la seconde guerre mondiale, les sacrifices humains considérables consentis par les Russes, fait que de mon temps, je dis bien de mon temps, cette politique apparaissait en quelque sorte normale.

M. Vaïsse : Alors ce qui est extrêmement intéressant dans ce tableau de la politique soviétique brossé, c'est le fait qu'on voit une évolution extrêmement nette entre la politique soviétique et les relations franco-soviétiques telles qu'on a pu les connaître au début des années 1950 et puis les relations franco-soviétiques dans ce tournant des années 1968-1972. Dans les années 1950, d'après les témoignages que nous avons pu recueillir, les ambassadeurs occidentaux, français, anglais, américains sont placés tous plus ou moins à la même enseigne, se consultent, essayent de communiquer les quelques bribes de secrets qu'ils ont réussi à percer tandis que l'époque que vous avez vécu est beaucoup plus souple si j'ai bien compris ?

Oui, je dirais que par rapport à ce que vous venez d'indiquer, la situation est à la fois semblable et différente. Elle est différente en ce sens que pour les raisons que je vous ai exposées, L'ambassadeur de France jouit d'un traitement disons le privilégié. Mais les relations avec ses collègues européens ne sont pas du tout démunies pour autant, nous nous réunissions chaque semaine. Je peux vous dire qu'à Moscou, l'Europe fonctionnait très bien. L'Europe politique, l'Europe de l'information culturelle et j'étais évidemment celui qui avait le plus à dire puisque les autres ne voyaient pratiquement que les vices ministres dont je vous ai cité les noms tout à l'heure. Ils ne voyaient pas des interlocuteurs de rang gouvernemental, de rang de chef d'État et de ce fait, il y a quelques années j'ai rencontré un de mes collègues qui est au Foreign Office et qui me dit : "Mais vous savez nous vous connaissions très bien au Foreign Office puisque L'ambassadeur d'Angleterre qui lui avait eu des⁴, on avait fait partir une quantité de gens", des Russes probablement du KGB mais cela avait un peu stoppé les relations anglo-soviétiques, et la pâture, l'information, elle arrivait par moi et très honnêtement mon interlocuteur britannique disait : "M. Seydoux nous a dit aujourd'hui ceci ou cela..." ce qui fait que nos relations étaient très conscientes, je ne leur disais pas tout mais je leur disais tout de même un certain nombre de choses ce qui était d'ailleurs tout à fait normal et ils n'ont pas caché cette politique.

M. Vaïsse : Du temps de M. Pompidou on a mis beaucoup l'accent sur l'expansion économique de la France. Est-ce que du point de vue des relations économiques franco-soviétiques, est-ce que ça s'est ressenti ?

Elles se sont développées mais j'ai noté, je crois, dans mon rapport de fin de mission qui est au Quai d'Orsay, qu'elles auraient pu se développer davantage. Je pense que la coordination avec les services de la DREE, vous savez les services d'expansion économique, et je dirais même peut-être avec mon collègue qui était chargé des Affaires Economiques et Commerciales, n'ont pas été aussi étroites que je l'aurais souhaité. Il y avait peut-être une volonté de M. Giscard d'Estaing de garder un contrôle très strict, ce qui était d'ailleurs son droit sur ces opérations. Je crois que nous n'avons pas assez profité d'une situation politique qui était tout de même, comme je vous l'ai dit, assez privilégiée. C'est si vrai que, quand M. Pompidou venait à Moscou ou quand M. Brejnev allait à Paris, je disais : "Il faut maintenant que j'aille trouver le Ministre du Commerce, c'était M. ()", je disais : "Ecoutez, il va y avoir une visite, il faut nous offrir un bon contrat" et M. Brejnev, ne serait-ce que pour montrer sa puissance, disait : "Qu'est-ce que vous voulez j'ai une visite clé en main pour telle région, voulez-vous qu'on achète des bateaux... ?". Les relations étaient telles qu'on pouvait les monnayer mais cette politique n'a jamais été acceptée par M. Giscard d'Estaing qui voulait

⁴ Phrase inachevée

rester le maître de la petite et de la grande commission organisée par le général de Gaulle en 1966 et qui m'ont parues, en fin de compte, des organismes un peu lourds et un peu trop administratifs. Il me semble qu'une action plus directe et notamment une action passant par la politique aurait eu davantage d'effets. Mais ceci est mon point de vue, je pense que si vous parlez avec quelqu'un qui était à l'époque aux Finances, il aurait une vue différente.

M. Vaïsse : Il y avait donc, je ne voudrais pas forcer ce que vous avez dit, mais il y avait donc une espèce d'opposition entre le point de vue politique que vous représentiez et le point de vue économique des services ?

Non, je ne pourrais pas dire qu'il y avait opposition parce que nous étions tous des fonctionnaires et nous essayons de tirer dans le même sens mais il y avait peut-être un désir du ministre de l'Économie et des Finances de l'époque de garder le contrôle des relations économiques entre Paris et Moscou et de ne pas utiliser assez ou suffisamment le canal de la politique pour obtenir les avantages que nous aurions dus mériter. En somme il n'était pas tellement heureux quand je disais : "Je viens d'obtenir la commande d'un bateau ultra perfectionné de 6.000 tonnes", ce qui nous permettait de faire revivre nos chantiers de la Méditerranée, ce n'était pas toujours très apprécié. Cela, vous savez, fait partie je dirais un petit peu de la compétition entre administrations. Je ne dis pas qu'on ait mal fait pendant cette période, je dis qu'on aurait pu mieux faire.

M. Vaïsse : Est-ce que vous avez été mêlé en quoi que ce soit aux relations soviéto-américaines concernant le Vietnam ?

Non, pour ainsi dire pas, j'en ai parlé quelquefois avec les Russes, ils ont toujours été très vagues et je confirme qu'ils ne traitaient pas les sujets qui concernaient l'Amérique. J'ai fait la même constatation que les autres collègues, ils ne le veulent pas non plus avec les deux autres collègues occidentaux.

Fin de l'entretien